

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE



SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : Sufren 62-31

C. C. P. Mlle Picard 6660-88 Paris

A l'occasion de la campagne pour la presse de la IV^e Internationale

"Les Amis de La Vérité"
vous convient à une

grande soirée

Cinématographique

LE VENDREDI 23 JUN
à 20 heures 30

DES DOCUMENTAIRES SUR LES
TRAVAILLEURS COLONIAUX
EN FRANCE ET UN GRAND FILM
RÉVOLUTIONNAIRE

**SALLE SUSSET 206, quai VALMY
PARIS-10^e**

Invitations dans nos performances et chez les vendeurs de "LA VÉRITÉ"

Plus de 1.500 jeunes diront la vérité sur la Yougoslavie

Le mardi 16 mars, le Comité National d'initiative pour l'envoi de brigades de travail en Yougoslavie avait convoqué une conférence de presse à son Siège, 63, rue du Faubourg-Poissonnière. Annie Cardinal, entourée de trois autres membres du Bureau, exposa les buts du Comité et répondit aux accusations que la presse stalinienne porte contre les brigades.

Le Comité National est issu d'une conférence convoquée le 9 avril par Michel Cotté, responsable des brigades de travail en Yougoslavie POUR SAVOIR LA VÉRITÉ et à organiser leur voyage. Ceci répondait à un désir réel puisque, après le premier mois, 1.500 jeunes ouvriers, employés et étudiants de 49 départements se faisaient inscrire et que les inscriptions continuent à arriver.

Après avoir présenté la République de Yougoslavie comme le modèle des démocraties populaires, le Kominform la dénonce maintenant comme un Etat fasciste. Les Yougoslaves proclament qu'ils construiront le Socialisme et invitent les travailleurs à venir juger eux-mêmes. Les jeunes ne peuvent être indifférents dans un tel débat. Ils veulent combattre le fascisme et soutenir le socialisme. Mais avant tout, ils ne veulent croire sur parole ceux qui refusent d'aller voir et utilisent tous les moyens de pression (colonnes, exclusions) pour nous empêcher d'y aller voir nous-mêmes.

Les brigades françaises constitueront une immense Commission d'enquête et au retour elles propageront partout la vérité. Qui pourra être contre ?

Annie Cardinal expose ensuite comment fonctionne le Comité. Celui-ci est complètement indépendant de tout parti politique et de tout Etat, y compris l'Etat yougoslave. Des jeunes de toute opinion le composent; leur assemblée commune est chargée de connaître la vérité sur la Yougoslavie. Un bureau permanent de six membres siège à Paris et édite le journal « La Brigade ».

Les brigades de 100 à 120 jeunes séjourneront trois ou quatre semaines en Yougoslavie entre le 1^{er} juillet et le 15 septembre. Elles se dirigeront démocratiquement elles-mêmes en élisant des délégués. Elles travailleront à la construction de la Cité Universitaire du nouveau Belgrade durant 10 à 15 jours et ensuite visiteront le pays. Cinq mille francs minimum sont demandés à chaque inscrit pour les frais du voyage collectif. Les frais de séjour proprement dit étant payés par le travail fourni.

Ensuite, A. Cardinal répond à diverses questions. Il ressort qu'aucune discrimination n'est faite pour la participation aux brigades, sans distinction de saboteurs ou des fascistes avérés. Le tri est effectué par des Comités locaux et départementaux qui se constituent dans toute la France.

On a dit que les jeunes travailleront à des ouvrages militaires ? Nous ne savons pas qu'une Cité Universitaire était un ouvrage militaire, répondent en souriant les camarades du Comité.

D'où vient l'argent ? Doit-il d'inscription de 100 francs minimum, de la vente de « La Brigade », des fonds recueillis sur des listes de souscription et des acomptes versés par les inscrits.

Des contacts ont été établis avec des jeunes organisant de semblables brigades en Angleterre, en Italie, etc... Des jeunes coloniaux habitent en France et en Afrique du Nord participant aux brigades. Le Comité se propose d'organiser à Belgrade même, durant le séjour, une grande rencontre internationale pour ressouder les liens des jeunes de tous les pays.

Au Mur des Fédérés

Une délégation du P.C.I. se rendra au Mur des Fédérés dimanche 28 mai. Le rendez-vous est fixé à 10 h. 30 à l'entrée principale (boulevard de Ménilmontant).

Les sympathisants sont cordialement invités.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le 9 JUN 1950

L'appel de Stockholm

A QUOI SERT DE SIGNER avec ceux qui veulent poursuivre la guerre au Viet-Nam ?

La paix ne tient qu'à un fil, c'est le fin fond de l'analyse de la situation actuelle faite par M. Thorez et le Comité Central du P.C.F. Pour faire de ce fil un câble, il faudrait tresser des millions de signatures demandant l'interdiction de la bombe atomique.

Les théoriciens de Staline décrètent que la guerre est imminente parce que les « fauteurs de guerre » ont, pour assouvir leur volonté diabolique, une nouvelle découverte technique à leur disposition. Pour les faire reculer, il suffirait des méthodes traditionnelles du pacifisme béat comme celles de Garry Davis, mises au goût du jour et sanctifiées par M. Thorez et portées à l'échelle du colosse.

Des dizaines de milliers d'ouvriers communistes accueillent cette nouvelle ligne avec scepticisme, ils ne pensent pas qu'un « non » écrit sur du papier fut-il même multiplié à des milliers d'exemplaires soit capable de rien empêcher d'autre que leur action de classe. Ils sont en cela fidèles à l'enseignement de Lénine pour qui « la lutte pour la paix sans action révolutionnaire n'est qu'une phrase creuse et mensongère ». Ils ne pensent pas non plus que la guerre soit imminente et ils ont autre raison sur ce point.

Si, par sa structure et son fonctionnement, le capitalisme porte en lui la fatalité de la

guerre, c'est que seul le cynisme stalinien peut nier, les marxistes ne pensent pas que le déclenchement d'une guerre dépende de la volonté de quelques hommes. Il est le résultat de conditions économiques, sociales et politiques qui précèdent ne sont pas rassemblées maintenant.

La paix ne tient pas à un fil

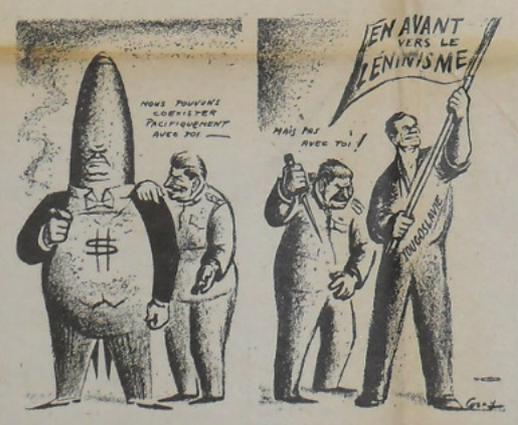
Economiquement l'on voit les Etats européens du Pacte Atlantique refuser d'augmenter leurs crédits de guerre qui déjà déséquilibrent leurs budgets et se tournent pour être armés vers les Etats-Unis. L'industrie de guerre (sauf aussi un moyen de pallier à leur crise économique, ils consacrent à la préparation de la guerre un budget important, mais qui est encore loin de ce que serait une préparation immédiate à la guerre.

Sur le plan politique, loin de sceller leur Union Sacrée, l'on voit les impérialistes se disputer à l'envi colonies et marchés, les faibles Européens pratiquant le chantage pour obtenir le plus possible de faveurs gratuites des puissants Etats-Unis. Et tous sont dévorés par leurs égoïsmes. C'est pourquoi l'initiative de M. Thorez d'un voyage à Moscou a été discrètement favorisée par ceux qui sont ses « patrons ».

Socialement, la guerre n'a pas avancé, mais reculé, car chaque poussée des masses fait reculer la guerre. Elle a reculé en Chine par la victoire de Mao Tsé Tung, au Viet-Nam où l'impérialisme français est isolé dans ses « poches » de la côte. Elle n'a pas avancé en Europe où même la classe ouvrière de Grèce battue ne s'avoue pas vaincue et reprend la lutte. Elle n'a pas avancé aux Etats-Unis même, où les grandes grèves se suivent et se suivent plus à elles seules les « fauteurs de guerre » que toutes les signatures du monde ne pourraient le faire militairement; enfin, les Etats-Unis sont encore à la recherche de bases stratégiques sûres pour resserrer l'encerclement de l'U.R.S.S.

La direction du P.C.F. invoque à l'appui de sa thèse l'incident du « Privateur », cet avion américain en mission d'espionnage descendu par la chasse soviétique. Elle utilise la comme preuve de provocation à la guerre un fait qui, à la veille d'un conflit, serait un prétexte superflu. Son entêtement à faire comme eux, au lieu de les dénoncer n'est pas pour demain. Et s'il est possible qu'à la Pentecôte, à Berlin, surviennent des événements plus graves encore, ils ne seront sûrement pas davantage le signe de l'ouverture des hostilités.

Il n'est même pas nécessaire de signaler que dans aucun pays ne sont prises ces mesures caractéristiques de la proximité d'une guerre, telles que la mobilisation de plusieurs classes.



Etat et patrons contre le relèvement des salaires

Le front unique se prépare, on ne l'improvise pas dans le combat

DANS les Congrès, les partis de la majorité parlementaire (M. R. P., socialistes et radicaux) cherchent le meilleur moyen de préparer les élections de l'an prochain; les socialistes reviendront-ils au gouvernement? Quel système de scrutin faut-il adopter? Se basant sur les résultats des élections partielles, ces partis se combattent pour accaparer le maximum des voix du marais centriste; entre les catholiques du M. R. P. et les francs-maçons du parti radical, c'est à qui effectuera les manœuvres les plus savantes pour coïncider ses alliés.

Mais la bourgeoisie a des préoccupations plus sérieuses, plus immédiates. Une crise économique menace — l'indice de la production industrielle est passé de 126 en janvier et février à 115 en mars, et la chute n'est pas seulement due aux grèves. L'échec de celles-ci a permis de renforcer la répression contre les militants, mais la classe ouvrière — loin d'être brisée — s'oriente vers de nouvelles luttes. Le mécontentement s'étend; ne voit-on pas les flies eux-mêmes, destinés à cogner sur les grévistes, se livrer pendant quelques heures à une grève perlée?

Pour le moment, on en est au stade des conversations entre organisations patronales et ouvrières, chacun y faisant sa propagande préparatoire aux combats futurs. Patrons et Etat ont pris l'offensive contre un relèvement

réel des salaires. Il faut augmenter la productivité, dit l'Etat; pour les Pierre FRANK. (Suite page 2)

"La Vérité" reste au même prix

Les journaux quotidiens viennent d'augmenter leur prix de vente, alléguant un accroissement continu de leurs frais. Même ceux, si nombreux, qui émergeaient sans vergogne de la difficulté à équilibrer leur budget.

Que dire alors d'une feuille comme la nôtre dont le seul soutien est sa clientèle de militants ouvriers et révolutionnaires?

Mais nos lecteurs savent les immenses difficultés qui sont les nôtres, puisque depuis si longtemps ils nous aident de leurs propres deniers pour les surmonter.

Pour nous, ce n'est pas d'une augmentation de prix que nous attendons les rentrées nécessaires à l'équilibre de notre budget, c'est d'une accentuation du soutien financier de nos lecteurs et sympathisants.

« La Vérité » continuera à se vendre 10 francs, mais pour qu'à ce prix elle puisse continuer à paraître et à se développer, camarades, multipliez vos versements, faites-les plus réguliers plus fréquents.

Que signifie la campagne?

Pourquoi, alors, à chaque printemps, improviser tantôt une mascarade à Buffalo, tantôt un rallye des pages d'écrivains? Pourquoi, selon l'expression de Cl. Bourdet, se joindre en une « conjuration de l'alarmisme » aux chants de la bourgeoisie qui, eux aussi, hurlent au péril de guerre imminent? Pourquoi faire comme eux, au lieu de les dénoncer qu'eux: pour dresser un écran devant les yeux des masses, qui leur cache les problèmes réels, les voies dans lesquelles il faut s'engager. Tout ceci pour le grand profit des négociations diplomatiques et de la conquête des « bons militants R.P.F. » qui signent le pétition de Stockholm. (Et pourquoi ne signeraient-ils pas? Truman signerait si Staline le lui demandait et vice-versa.)

Mais tandis que le militant communiste français doit, pour suivre la ligne du Parti qui lui précède Roger Pannequin dans l'Humanité de 12 mai, signer la signature de ceux qui « pensent qu'il faut continuer la guerre contre le peuple vietnamien, mais sont d'accord pour signer l'appel de Stockholm », la vraie lutte contre la guerre impérialiste que les Vietnamiens mènent les armes à la main est abandonnée et trahie.

L'Humanité consacre près de deux pages par jour à la pétition de Stockholm et réduit à quelques lignes l'action contre la guerre colonialiste. C'est pourquoi des militants du P.C.F. — comme ceux de l'Ariège — sentant qu'on les désarme, cherchent à tourner la ligne pacifiste et se font rappeler à l'ordre.

Si tu veux la paix, prépare la révolution

La lutte contre la guerre est, il est vrai, une lutte quotidienne; mais elle ne se mène pas autrement que par la lutte révolutionnaire pour le renversement du régime qui porte la guerre en ses flancs. L'aspect rassemble de cette lutte est aujourd'hui le combat contre la guerre du Viet-Nam. Ce combat où les dockers isolés ont subi des échecs, ne doit pas être abandonné, mais repris, amplifié et mené par toute la population laborieuse du pays qui le désire. Il exige plus que des signatures, les paysans des R.P.F. ne le font pas, mais il ne sera pas nécessaire pour le mener de rappeler à l'ordre les militants ouvriers.

N. MAURIN.

MALGRE LA REPRESSION le peuple algérien continue la lutte

OUTE la presse est muette. Mais, depuis le mois de mars, la répression fait rage en Algérie. Prenant prétexte d'un soi-disant « complot » sur lequel — et pour cause — il est bien incapable de donner des explications, le gouvernement général emprisonne à torture.

Dans tout le pays règne la terreur policière. A Djijelji, Rouabah Hocine, arrêté le 29 mars, est torturé pendant plus de deux heures. Dévêtu, les mains liées derrière le dos, il est soulevé de terre à l'aide d'un treuil et roué de coups de poing et de coups de pied.

A Tassamt, un dizaine d'Algériens sont arrêtés. Amenés à Alkhou, ils sont interrogés dans les locaux de la gendarmerie par des inspecteurs de la P.J. et de la P.R.G. Au cours des interrogatoires, ils sont giflés, frappés à coups de poing et de cravache, pendus par les mains. Les autres détenus, Ait Benali Amrane, est complètement dévêtu; on lui bande les yeux et on lui lie les mains et les pieds. Puis, les policiers le maintiennent à l'aide d'un bâton passé entre ses jambes recroquevillées et ses bras, on dirige sur son visage un puissant jet d'eau.

Toujours à Alkhou, Ouleibri Larbi s'évanouit sous les coups et Ouleibri Boualem reste attaché debout à la rampe d'un escalier pendant toute la nuit.

A Miliana, des femmes et un vieillard infirme sont sauvagement frappés. Kelkoul Youcef et plusieurs de ses camarades subissent le supplice de la baignoire dans la gendarmerie de Bordj-Meniel et au château Germain.

A l'Alma, à 30 kilomètres d'Alger, la ferme des frères Goughigh est cernée, de nuit, par huit voitures transportant une cinquantaine de policiers. Des rafales de mitraillette sont tirées, les propriétaires de la ferme sont de coups. Cinq hommes et des femmes, contraintes d'abandonner leurs bébés, sont conduits à la gendarmerie de l'Alma; pendant toute une journée, les détenus sont privés de nourriture.

Tous sont frappés et l'un d'eux, le jeune Kaddour Goughigh, est tellement roué de coups que, huit jours après, un médecin qui l'examine constate encore la présence de contusions multiples au visage et sur le corps et de plaies en voie de cicatrisation au niveau des deux coudes et au niveau de la région lombaire.

On pourrait multiplier de tels exemples. A l'heure actuelle, le nombre des arrestations s'élève à plus de 500, toutes effectuées dans la plus complète illégalité, c'est-à-dire de nuit et sans mandat d'amener et s'accompagnant toutes de violences et de perquisitions irrégulières. Partout, les personnes arrêtées sont séquestrées pendant huit à dix jours, et parfois pendant plusieurs semaines avant d'être mises sous mandat de dépôt. Durant ce laps de temps, elles sont dans l'impossibilité de communiquer avec qui que ce soit. Ainsi sont remises en honneur les méthodes instaurées par la Gestapo et dénoncées au lendemain de la guerre par ceux-là même qui les appliquent aujourd'hui.

C'est pour dénoncer les responsables du complot colonialiste contre le peuple algérien que, le 21 avril, le député M.T.L.D. d'Alger, Mezerna, déposait, sur le Bureau de l'Assemblée Nationale, une demande d'interpellation. Repoussée d'abord par la Conférence des Présidents, cette demande fut ensuite rejetée par la majorité des parlementaires. Bien mieux, le 18 avril, le triste René Mayer saisissait le Président de l'Assemblée d'une demande.

A. MORGAT.

(Suite page 4)

1^{er} MAI A BELGRADE

INVITÉS par le Conseil central des syndicats yougoslaves à assister aux manifestations du 1^{er} mai, une délégation de syndicats français a séjourné en Yougoslavie durant dix jours.

Manifestation enthousiaste. Bien que nous ayons pu constater dès notre arrivée l'habituelle sédition des masses au régime, nous restions méfiant, parce que nous estimons qu'un débordement des manifestations, des gigantesques constructions d'usines et d'immeubles d'habitation, il y a le rapport des hommes entre eux et particulièrement le rapport des ouvriers, les paysans avec les responsables politiques, économiques et administratifs du régime.

La manifestation du 1^{er} mai débata par un défilé militaire, puis les travailleurs par unimes, syndicats, organisations, les jeunes et les femmes défilèrent. Tout Belgrade est dans la rue et manifestera pendant dix jours.

Les mots d'ordre sont typiques: nous en relierons deux: « Tito est avec nous, nous sommes avec Tito ».

« Tito, Comité Central, Parti, peuples, Yougoslaves, peuples, Yougoslaves, Parti, Comité Central, Tito. »

Tito n'est pas le surhomme, le Dieu, le P. LAMBERT. (Suite page 2)

OSCAR COOVER

Le mouvement trotskyste américain et mondial vient de perdre un de ses pionniers, Oscar Coover. Né en 1927, il milita dès 1906 dans les syndicats américains. De 1916 à 1922, il fut responsable de l'organisation des cheminotiers dans la région de Minneapolis Saint-Paul. Il fut chassé de son emploi aux chemins de fer à la suite de son activité dans la grève de 1923.

En 1920, il rejoignit le Parti communiste américain et fut membre du Comité régional de 1922 à 1928. A cette période, il fit partie du premier groupe trotskyste qui se constitua aux Etats-Unis. Il fut à plusieurs reprises membre du Comité Central du « Socialist Workers Party ». Pendant la guerre, il fut un des 18 membres de ce parti qui furent condamnés et emprisonnés pour leur opposition à la guerre. Il servit l'organisation jusqu'à son dernier jour.

Le P.C.I. et « la Vérité » partagent la perte que les trotskystes américains viennent de subir. Oscar Coover fut un pionnier de la révolutionnaire Oscar Coover.

Schuman propose un cartel international

La solution ouvrière : Les Etats-Unis Socialistes d'Europe

SCHUMAN a proposé la réunion des ouvriers et chefs d'industrie allemands d'engager avec le maximum de chances de succès la lutte pour le socialisme. C'est là la seule voie pour une véritable unification de l'Europe qui serait une étape décisive vers la victoire du socialisme dans le monde.

Allemagne indépendante et unifiée qui permettra aux travailleurs allemands d'engager avec le maximum de chances de succès la lutte pour le socialisme. C'est là la seule voie pour une véritable unification de l'Europe qui serait une étape décisive vers la victoire du socialisme dans le monde.

SUEDE Un nouveau parti trotskyste

Stockholm, mai 1950. — Le 30 avril et le 1er mai a eu lieu à Stockholm le Congrès de fondation du Parti Socialiste Révolutionnaire, organisation trotskyste suédoise. Le Congrès a entendu et discuté un rapport sur la situation politique et la construction du parti révolutionnaire, un rapport sur le travail syndical, des messages du Secrétaire de la IVe Internationale et des trotskystes danois, représentés à cette conférence.

Le nouveau parti a des sections à Stockholm, Ludvika, Umeå, Huddikvalv et dans d'autres centres ouvriers.

Le Gérant : JULIA Imp. Spéc. de « LA VERITE »

La lutte pour la démocratie socialiste en Yougoslavie (*)

La culture en R. S. S. et en Yougoslavie

(*) Voir N° 250 et 253.

Science pure et science appliquée

« La science est fonction de la société et non d'un individu. Du point de vue historique-social, la science est utilitaire. Mais cela ne signifie pas que tout ce qui se fait au nom de la science est utile. La science pure aborde les problèmes de la recherche d'un point de vue utilitaire. Non ! La plus souvent les savants sont mis par leur position pour la connaissance, et, plus une découverte est significative, moins son auteur est capable en règle générale de prévoir à l'avance les possibilités d'applications pratiques. Ainsi, la passion désintéressée d'un chercheur ne conduit pas plus la signification utilitaire de chaque science que le sacrifice qui fait de lui-même un combattant révolutionnaire sans contrôler les objectifs utilitaires de la classe dont il sert les intérêts » (13).

Le point de vue stalinien est évidemment différent. « [En Union soviétique] les conquêtes de la science sont immédiatement (sic) appliquées à la production », écrit froidement Georges Cogniot et « la recherche pour la recherche » y est pour le moins fort mal vue, comme le montre surabondamment I. Prokhorov dans le même numéro de La Pensée. Une telle politique, si l'on se rappelle que les plus grands progrès techniques (mentionnés seulement la T.S.F.) ont leur origine dans des recherches absolument désintéressées, risque de stériliser la science russe.

Kardelj pour la liberté de recherche scientifique

Les dirigeants yougoslaves ont réagi vigoureusement contre la conception stalinienne des rapports entre la science et l'Etat. « Nous ne considérons pas, affirme Kardelj, la création scientifique comme une espèce d'opérette de l'appareil d'Etat. Justement, parce que nous savons que la véritable science chez nous ne peut servir que la vérité et le progrès... nous considérons qu'il ne pourrait être que nuisible de laisser s'imprimer chez nous, sous quelque forme que ce soit, les tendances à la limitation de la création scientifique tout fait précédemment ou les conceptions pragmatiques sur le rôle de la science. Nous considérons que nos travailleurs scientifiques doivent être libres dans leur création, précisément parce que sans liberté d'idées, sans discussion scientifique, sans critique et sans vérification, par la priorité des travaux, il n'y a pas de progrès, non plus que de lutte efficace contre les conceptions réactionnaires et le dogmatisme. Nos savants doivent attaquer les problèmes scientifiques audacieusement, sans vé-

Dans les industries fortement centralisées, face aux quelques grandes firmes puissantes, un seul syndicat rassemble tous les ouvriers travaillant dans cette industrie. Le C.I.O. qui a rendu possible la victoire de l'idée syndicale, malgré la brutale résistance du patronat de l'industrie lourde américaine. Le C.I.O. est bureaucratique, lui aussi, dans les dix dernières années, après une période initiale de grande combativité; néanmoins, c'est le syndicat le plus puissant et non un syndicat de spécialistes privilégiés qui répond aux nécessités des luttes ouvrières de notre époque.

John Lewis propose, il y a quelques mois, un front unique des syndicats et un pacte d'aide mutuelle. Ces propositions furent rejetées par les bureaux du C.I.O. et de l'A.F.L. Mais l'idée de front unique étant en marche et difficile à combattre, Philip Murray, Président du C.I.O., avança à son tour un projet d'action commune, de Comité intersyndical et de préparation d'une fusion ultérieure. John Lewis marqua son accord avec les propositions de Murray, mais les bureaux de l'A.F.L. William Green en tête, les repoussèrent, se prononçant contre l'unité d'action et pour une « fusion organique ».

Quelles sont les principales divergences entre les différentes directions? Lewis veut l'unité d'action immédiate face au front unique du patronat, l'unité dans la lutte, première étape indispensable de toute unification syndicale viable à la classe ouvrière. Murray veut avant tout créer un appareil politico-économique unifié des syndicats; il ne l'utiliserait pas pour mener une lutte autonome contre la bourgeoisie, mais plutôt pour essayer de soutenir plus efficacement Truman et le Parti Démocrate dans les campagnes électorales. Green et les autres bureaucrates de l'A.F.L. sont partisans de la « fusion organique » et ce qu'ils appellent ainsi, c'est tout simplement une capitulation du syndicalisme C.I.O. devant le syndicalisme A.F.L. Il voudrait intégrer les 6.000.000 membres du C.I.O. dans l'A.F.L. en supprimant autant que possible la structure du C.I.O.

Le Militant, organe du S.W.P., exprimant le point de vue trotskyste, déclare que le plan Lewis constitue le mouvement le mieux adapté à la situation présente. Un pacte de front unique pour la défense des syndicats contre les attaques patronales. Les trotskystes mettent les travailleurs américains en garde contre toute « unité » de bureaucrates destinée à soutenir des politiques capitalistes et dénoncent l'attitude bornée des leaders réactionnaires de l'A.F.L.

Les militants de base, qui ont si souvent fait preuve d'une combativité admirable et remarquable, de capacités d'organisation, de volonté d'imposer à leurs directions une véritable unité d'action dans la lutte pour un standard de vie élevé, contre le racisme, contre le Taft-Hartley, contre la discrimination raciale.

La lutte du peuple algérien

(Suite de la 1re page) de poursuites contre Mezerna, demande motivée par un article de l'Algérie Libre du 2 novembre 1949 qui dénonçait le terreur policière au Djurdjura.

Il n'est pas douteux qu'en entretenant un tel climat de terreur, le gouvernement général vive un double but. Il s'agit, d'abord, d'essayer de créer des troubles qui justifient l'emploi de forces massives pour une répression sanglante, comme en mai 1945. A cet égard, d'ailleurs, les appels au meurtre et à la violence que multiplie la presse algérienne des gros colons ne peuvent laisser aucun doute. Il s'agit, d'autre part, au moment où la période électorale approche, d'obtenir la dissolution et la mise hors la loi du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, authentique représentant du mouvement national algérien.

Mais l'impérialisme en sera pour ses frais. A ses provocations, le peuple algérien, qui a fait preuve jusqu'ici d'un sang-froid admirable, répondra en renforçant son mouvement national et en intensifiant la lutte contre ses oppresseurs.

Quant au prolétariat français, il dénoncera le terreur qui régit en Algérie et il apportera à ses frères opprimés par l'ennemi commun son appui le plus total.

Dans son numéro du 8 mai, l'Humanité consacre, sous la signature de Léon Feix, un article au prétendu

La crise internationale du stalinisme

A travers le monde entier, les Partis communistes connaissent des crises qui traduisent, d'une façon particulière pour chaque pays, les contradictions entre les besoins des masses travailleuses et les intérêts du Kremlin. A propos de ces crises, des ruptures se produisent jusque dans les sommets. Sans préjuger de chaque cas, relevons pour ces derniers jours:

Allemagne occidentale. — L'adjoint de Reimann à la direction du P.C., Muller, secrétaire à l'organisation, est exclu comme un « agent de puissance étrangère ». Pour le mettre hors de circulation, il a été arrêté en Allemagne orientale, après avoir été « paraît-il » kidnappé.

Tchécoslovaquie. — Le délégué principal à l'O.N.U., Vladimir Houdek, rompt avec son gouvernement, son pays, dit-il, n'étant plus indépendant. Il dénonce le système policier instauré par un petit nombre de gens installés à la tête du régime communiste plus de mal que de bien à la cause du socialisme.

Radicalement opposé, l'attitude de la révolution d'Octobre était définie par Staline en 1924 comme suit: « Mettant au-dessus de tout le critérium: pour ou contre la révolution, laisser aux artistes sur leur terrain une liberté complète ».

Quinze ans plus tard, à propos de l'art révolutionnaire dans les pays capitalistes, il écrivait à André Breton: « La création véritablement indépendante à notre époque de réaction conservatrice et de retour à sa sauvagerie ne peut manquer d'être révolutionnaire par son esprit même, car elle ne peut que chercher une issue à un intolérable étouffement social. Mais que l'art, dans son ensemble, que chaque artiste en particulier, fasse cette issue par leurs propres moyens, sans attendre quelque commandement du dehors, sans le tolérer, en le rejetant et en couvrant de mépris tous ceux qui s'y soumettent... La lutte pour la vérité artistique [dans le sens de] la fidélité inébranlable de l'artiste à son intérieur, tel est le seul mot d'ordre valable ».

Les artistes yougoslaves, pendant la phase stalinienne de 1945-48, ont goûté ce aussi une certaine dose de « jdanovisme », dont, à en croire J.F. Devay, ils ne parlent pas sans malaise. Mais, ajoute celui-ci, la discussion publique ouverte dans tout le pays sur la résolution du Kominform fit passer un vent de libération, et les réunions suivantes auxquelles le Parti donnait ses consignes aux artistes se raréfièrent, tandis que les directives perdaient leur rigidité. Enfin, il y a quelques mois, Djilas déclara en substance aux intellectuels du Parti: « Je vous ai réunis pour vous donner une dernière consigne. Cette consigne, c'est que désormais il n'y aura plus de consignes. Le Parti doit vous des membres, la Nation vous doit confiance pour servir de la manière qui vous convient la cause de notre culture et de notre révolution ».

Divers témoignages font d'ailleurs état de l'activité du groupe surréaliste de Belgrade — ce qui serait évidemment inconcevable dans un pays stalinien. Il y a eu en fait de nombreux signes qu'en Yougoslavie a commencé un développement culturel de même nature que celui qu'avait déclenché la révolution d'Octobre en URSS.

Gérard Bouché. (13) L. Trotsky, discours prononcé au Congrès Mendeliev, le 17 septembre 1925. (14) Rapport au C.C. du P.C.Y. Nouvelles yougoslaves, n° 2. (15) Cité par J.F. Devay (Combat). (Au prochain numéro: La décentralisation économique et politique.)

complot et rappelle la sanglante répression de 1945 qui fit 40.000 morts dans le Constantinois. La provocation fasciste fut, écrit le journal du P.C.F., l'appui direct du chef du gouvernement provisoire, de Gaulle, qui hésita pas à utiliser l'armée et l'aviation contre des populations sans défense ». Bien sûr, mais pourquoi ne pas rappeler qu'à cette époque, de Gaulle avait à ses côtés des ministres stalinien et que l'aviation fut fournie par Tillon, alors ministre de l'Air?

Dans tout son article, qui ne comporte pas moins d'une colonne de force de parler de la répression coloniale et de la magnifique démonstration des Algériens lors du 1er mai sans citer une seule fois le M.T.L.D. Bien mieux, il semblerait, à la lire, que ce soit le Parti Communiste Algérien qui soit particulièrement visé et il écrit même « les poursuites se multiplient à l'encontre des militants communistes ». Mais pas un mot sur les centaines d'arrestations illégales, pas un mot sur la saisie de l'Algérie Libre, pas un mot sur les poursuites qui menacent Mezerna ou sur le fait que Messali Hadj soit toujours maintenu arbitrairement en résidence surveillée.

On comprend évidemment que ceux qui, pendant plusieurs années, se sont fait les complices du colonialisme et les champions de l'Union Française aient aujourd'hui quelque difficulté à s'expliquer sur leur conduite.

On comprend évidemment que ceux qui, pendant plusieurs années, se sont fait les complices du colonialisme et les champions de l'Union Française aient aujourd'hui quelque difficulté à s'expliquer sur leur conduite.

Dimitrijevitch

Pologne. — Devant le C.C. du parti stalinien, qui a désigné le maréchal soviétique Rokossovsky au Bureau Politique de ce parti, le rapporteur Jozwiak-Witold dénonce la présence de nombreux éléments trotskystes et demande aux Commissions de contrôle d'être plus vigilantes.

Belgique. — Il circule des rumeurs que rien n'est venu confirmer ou infirmer. Cependant, on observe des changements importants dans les listes de candidats par rapport aux candidatures présentées aux précédentes élections. Le plus important, c'est l'absence de l'ancien ministre Demany de la liste de Charleroi, où il avait autrefois été placé en tête. Aux dernières nouvelles, il a démissionné du P. C. belge.

Dimitrijevitch

Dimitri Dimitrijevitch, Président du Front Populaire yougoslave en Tchécoslovaquie, arrêté le 27 décembre dernier, lors de la dissolution de cette organisation, est mort le 18 avril dernier dans la prison de Brandis-sur-Elbe, après avoir été torturé par la police tchèque. Lors de son transfert dans la dernière prison, il ne pouvait plus ni se mouvoir ni se nourrir et ses geôliers lui refusaient de l'eau. L'ambassade yougoslave à Prague, qui avait vainement protesté le 10 janvier contre l'arrestation, demande l'ouverture d'une enquête sur les circonstances de la mort et le châtiment des responsables.

Pour qui connaît les méthodes stalinieniches, il est évident que Dimitrijevitch a succombé parce qu'il a refusé, sous les tortures, de se faire l'instument dans un procès à la Rajk.

Un nouveau crime franquiste

La Batalla, organe du P.O.U.M., annonce qu'Antonio Franquesa a été assassiné à Barcelone par la garde civile.

Antonio Franquesa a accompli pendant cinq ans un travail important pour l'opposition en général, et particulièrement pour le P.O.U.M. Depuis la rencontre amicale survenue près de la frontière au mois d'août dernier entre ce groupe de résistants appartenant à Franquesa, et la garde civile, les fascistes cherchaient à le tuer.

Les élections turques

Le parti républicain populaire, qui était au pouvoir depuis le triomphe de la révolution kemaliste en 1923, vient d'être battu à plébiscite, c'est-à-dire par le parti démocrate, qui constituait l'opposition parlementaire légale depuis quelques années.

Le parti démocrate passe de 63 à 434 sièges, la plupart des ministres et le Président de la République sont battus. Le vote résulte de la participation au scrutin de 80 % des 9 millions d'électeurs.

Ce vote traduit donc une puissante poussée des masses qui ont utilisé, pour exprimer leur mécontentement et leur volonté de changer leur sort, la seule méthode qui était à leur disposition dans le cadre électoral turc. Il n'y a pas grande différence entre les programmes des deux partis bourgeois, le vote du 14 mai ne manquera pas d'avoir une période nouvelle dans laquelle les aspirations des ouvriers et paysans turcs chercheront à s'exprimer. Il est à présumer qu'en Turquie, comme dans les autres pays du Moyen-Orient, la formation d'organisations syndicales sera le premier pas des travailleurs dans la voie de leur émancipation du système capitaliste.

La Conférence des métallurgistes du 14 Mai

Le 15 mai 1950, l'appel du « Comité de liaison des métaux pour l'unité syndicale » s'est tenu à Paris une conférence de militants ouvriers de la métallurgie.

L'objectif des organisateurs de cette conférence était d'établir et de déterminer en commun le programme et les méthodes propres à réaliser une véritable unité d'action des travailleurs, sans geste de victoire dans la lutte revendicative.

Tous les participants à la conférence ont été unanimes pour constater à la lumière de leurs expériences respectives — en particulier les dernières grèves — les énormes possibilités qu'ouvre la réalisation de l'unité d'action dans la résistance victorieuse à l'arrogance patronale et gouvernementale.

Mais ils ont constaté également que la réalisation de cette unité d'action ne pouvait être laissée au seul bon vouloir des dirigeants nationaux des syndicats.

Les intérêts de ces dirigeants sont, en effet, trop différents et parfois même trop éloignés de ceux des travailleurs eux-mêmes.

L'unité d'action ne peut être réalisée que si elle est le résultat de la volonté des travailleurs eux-mêmes.

C'est pourquoi le Comité de liaison appelle tous les travailleurs de la Métallurgie, qu'ils soient syndiqués à la C.G.T., à l'F.O., à la C.F.T.C., aux Autonoms, à la C.N.T., ou au S.D.R., à organiser dans leurs entreprises respectives des Assemblées générales dans lesquelles seront déterminés le pro-

gramme unitaire et les moyens d'action propres à le faire aboutir. Ces Assemblées auront à leur « Comité d'unité d'action » les camarades qu'ils jugeront les plus dignes de leur confiance pour diriger leurs combats sans restriction d'appartenance à tel ou tel syndicat.

Ces Comités se fédéreront tant à l'échelle régionale que nationale pour organiser les combats communs et simultanés qui seul — à l'encontre des grèves tourmentées — est susceptible de nous apporter des satisfactions décisives dans la lutte revendicative.

Le Comité de liaison lance également un appel aux meilleurs militants de la métallurgie pour soutenir et intensifier l'action et la propagande qu'il a entreprises pour démontrer que l'unité d'action est non seulement nécessaire, mais possible.

Dans ce but, il les invite à coordonner leurs efforts tant à l'échelle de l'entreprise qu'à l'échelle régionale pour prouver que tout est possible si LA PAROLE EST RENDUE AUX TRAVAILLEURS.

Rétablir une véritable démocratie ouvrière pour organiser l'action coordonnée des travailleurs contre leurs exploités sont les objectifs que s'est fixés la conférence du 14 mai.

(Nous publions dans notre prochain numéro l'« APPEL » lancé aux travailleurs par le « Comité de liaison des Métaux pour l'Unité syndicale »).

Minimum vital et hiérarchie

A propos de la discussion entre les Centrales syndicales et les Pouvoirs publics sur le salaire minimum se retrouvent, au premier plan, la question du minimum de salaire et de l'échelle hiérarchique appliquée.

A travers les propositions des Centrales, les travailleurs veulent nettement se dessiner les objectifs des uns et des autres.

Alors qu'aucune ne nie le droit des travailleurs à revendiquer un salaire dénué d'un pouvoir d'achat au moins égal à celui de 1938, aucune ne met en avant le montant actuel de ce salaire minimum.

Avec l'indice des 24 articles à 19,20 par rapport à 1938, ce salaire est de 8,70 (salaire horaire minimum de 38) x 19,20 = 167 francs de l'heure, soit 28.900 par mois pour 40 heures. Pendant ce temps, le patronat a augmenté sa production de 30 % et ses bénéfices de 39 fois (Peuple, 3 mai 1950).

Dans ces conditions, pourquoi la C.G.T. demande-t-elle 19.444 francs de salaire de base, la C.F.T.C. 17.225 et l'F.O. 16.871 alors que le patronat propose 14.533 fr.?

Un coup d'œil sur ces divers chiffres fixe bien la volonté des Centrales qui jettent avec les salariés dans leurs discussions avec les fonctionnaires de l'Etat. Cette volonté, c'est celle de ne pas rester dans le cadre de ce que peut accepter le régime, discuter sur des bases « raisonnables » pour la bourgeoisie, aboutir ainsi à un compromis qui, partant de telles bases, laissera dans la misère la masse des bas salariés.

Au même moment, est la défense de la hiérarchie qui sert de porte-voix commun des Centrales. Cette hiérarchie, selon les uns et les autres, serait écosée. Si, en apparence, cette hiérarchie a été écosée — par les refus successifs du patronat de céder quoi que ce soit sur les salaires depuis 1945 — elle reste, relativement au pouvoir d'achat, un coup trop couvert sur lequel un véritable élément de division gênant la mobilisation de toutes les catégories de salariés.

Le salaire de base garanti reste à 12.000 francs. Si celui de référence est à 6.600 fr., la masse des salariés (compte tenu de 3.000 francs de primes égale à tous les échelons) — ouvriers et employés — s'échelonne entre 12.000 fr. et 16.200 fr. Pendant ce temps, la hiérarchie, élargie jusqu'à 12 et 14, donne 82.200 et 95.000 fr. aux cadres supérieurs de direction. C'est-à-dire qu'à l'immense majorité des salariés, il manque 50 % de pouvoir d'achat et qu'elle a bénéficié de deux fois une hiérarchie relative réelle de 50 % (par rapport au pouvoir d'achat normal). Cependant que les cadres supérieurs ont, eux, une hiérarchie réelle positive de 285 et 33.

Cette hiérarchie qui leur donne un surplus effectif considérable est basée sur la misère de la masse dont les besoins ne sont couverts qu'à 50 %.

C'est dans cette réalité que réside le caractère de division de la défense d'une telle hiérarchie bâtie sur un salaire de base insuffisant.

La conquête à la base du vrai salaire vi-

La crise du P. C. F. MONTPELLIER

La cellule Pigeonelle, la plus ouvrière de la ville, pour la première fois a participé inopinément au défilé du 1^{er} mai, d'habitants elle est toujours son drapier.

Le Comité fédéral a perdu une résolution dans laquelle il parle de « l'idéologie ennemie » (celle des « hitistes et des trotskystes ») qui tente de s'infiltrer dans le sein même du Parti (1) et pour redoubler de vigilance, désigne spécialement un secrétaire fédéral pour cette question.

MONTAUBAN

L'ancien secrétaire fédéral d'avant la guerre a été exclu du P.C.F., le mois dernier. Depuis la libération, il était relevé de toute responsabilité et maintenu dans le Parti comme simple militant. La mesure a provoqué de luttes de clans et on n'a pas manqué de mettre à son actif les relations qu'il avait maintenues avec nos relations d'ailleurs purement commerciales. Ces temps derniers il avait organisé les milieux intellectuels et avait conservé une assez grosse influence sur les anciens militants. Son exclusion a provoqué quelques remous au sein du P.C.F. (démarches, polémiques dans la presse, etc.), il s'agit d'un camarade ayant une influence certaine dans tous les milieux de la région.

tal, et la réduction corrélatrice de la hiérarchie à un maximum de quatre fois ce salaire, en garantissant avec l'échelle mobile un pouvoir d'achat décent à tous, est la seule revendication pouvant unir tous les travailleurs et donc permettre de réaliser l'unité d'action nécessaire à la lutte d'ensemble sans laquelle il serait illusoire d'espérer un recul sérieux du patronat. Ce n'est pas dans ce sens que s'orientent les Centrales et si les travailleurs ne s'organisent pas pour les obliger à cette action, ce sera un jeu pour le patronat d'imposer un salaire minimum qui sera un défilé et un nouvel échec pour la classe ouvrière. Cela sera d'autant plus facile que les manœuvres particularistes des diverses organisations ne peuvent qu'accroître la défiance des ouvriers et perpétuer une division artificielle dont usent à fond patronat et gouvernement.

R. DUMONT.

Marseille après les grèves

Bien que de nombreuses professions aient participé aux différents mouvements, et la métallurgie la première, c'est la grève des dockers qui, par son ampleur et les répercussions qu'elle a sur l'activité du Port et de tout ce qui en dépend, est la plus caractéristique. Le Syndicat des Ports et Docks a de tout temps été une puissance qui a pu arracher de nombreux avantages, compensant les inconvénients de la profession intermittente, etc. Depuis quelques mois, il avait accentué son action contre la guerre d'Indochine et des embarquements de matériel avaient été effectués par la troupe.

La grève, votée avec un remarquable ensemble, fut très suivie et presque jusqu'au bout. Mais dès le début, le Préfet put trouver dans la masse des chômeurs et des Nord-Africains tout le personnel pour parer aux travaux les plus pressés (dénrées périssables et primeurs). Le trafic du Port accusa cependant une chute verticale, car il manquait de main-d'œuvre qualifiée, celle des grues, des tracteurs, et tous les agents du Matériel. Les ordres de réquisition lancés en très grand nombre ne furent pas suivis.

Il y eut cependant du Bottement dès la troisième semaine de grève et des reprises individuelles, l'appui promis au début des professions connexes (transports, marins) ne s'étant pas manifesté sous la forme de grèves.

Les dirigeants du Syndicat commencèrent donc à « polir » la grève, la liant à l'encontre de l'Amérique et à la guerre d'Indochine quand le mouvement donnait déjà des signes de faiblesse. Les réunions presque quotidiennes du Syndicat laissaient au second plan la question économique et les revendications qui avaient déclenché le mouvement.

Actuellement, après quarante jours de grève, les sanctions n'ont pas été levées, la Préfecture a fait pression sur la direction du Port et les employeurs pour diminuer une partie du personnel gréviste et renouveler une grande partie de la main-d'œuvre. Encore maintenant, de nombreuses cartes ne sont pas rendues, et sans celles-ci, aucune possibilité de travail.

Tous les jours, une nombreuse queue se forme devant les bureaux du quasi où l'attente est interminable.

Enfin, les entreprises de substitution sont revenues à leurs usines de la vacation unique, sur lieu de la double vacation qui permettait de faire travailler deux équipes, d'où un plus grand nombre de chômeurs. Le travail du dimanche et de la nuit a repris alors qu'il n'était plus pratiqué auparavant. La résistance à ces mesures est rendue difficile par le manque de solidarité, certaines équipes travaillant séparément, d'autres peu, les démissionnaires ne refusent pas l'absence d'une nuit ou d'un dimanche de travail.

SUR LES VOIES NOUVELLES DU SOCIALISME

par Milovan DJILAS (Texte intégral du discours prononcé le 19 mars à l'Université de Belgrade) La brochure: 40 francs

Les élections des délégués chez Renault

Répondant à un appel par tract et par lettre de la minorité révolutionnaire de la C.G.T., tendance Unité Syndicale, « Force Ouvrière » invitait, le 17 mai, la C.G.T., la C.F.T.C., le S.D.R., la C.N.T., la minorité révolutionnaire de la C.G.T. et des inorganisés, à une réunion destinée à jeter les bases d'accord possible entre eux, présentée par toutes les organisations contre le Syndicat indépendant Renault, adhérent à la C.T.I. gaulliste.

Dès cette première réunion des divergences se manifestèrent, mais un esprit subsistait d'obtenir un accord qui eût marqué un pas en avant sensible pour la réintégration du front ouvrier.

Le samedi 20, les organisations se présentèrent avec des positions cristallisées qui fermaient toute possibilité. Le S.D.R., expliquant très justement que les élections n'avaient de signification qu'à l'échelle de l'atelier, chaque ouvrier pouvant se présenter avec son propre programme et ses propres positions de lutte devant ses camarades, demandait que les organisations installent une sorte de bureau d'inscription pour les candidats et puisse ainsi tourner la loi qui demande des listes présentées par les organisations « représentatives ». L'erreur du S.D.R., devant l'opposition de toutes les autres organisations à l'exception des deux tendances écossées, fut de faire de cette condition une condition sine qua non. Il aurait été, en effet, possible à ce stade d'établir un programme minimum commun permettant à tous les ouvriers de se porter candidat pour que leurs camarades puissent choisir, dans chaque atelier, les meilleurs d'entre eux qui défendent leurs véritables intérêts.

Ce départ devait entraîner en cascade celui de la C.F.T.C. et de la C.N.T. Le coup final fut porté à l'unité par la majorité de la C.G.T. qui, par le bouche de Linet, mit comme condition préalable à sa participation à une telle liste... la signature de l'appel de Stockholm.

L'appel de la minorité révolutionnaire de la C.G.T. et de « Force Ouvrière » devait donc rester sans résultat; une fois de plus, nous allons voir aux élections s'affronter quatre listes — cinq avec le syndicat.

Au chantier de la cité atomique de Saclay

Depuis plus de quatre mois, les 600 ouvriers avaient déposé un cahier de revendications. La direction des six entreprises se refusait systématiquement à toute discussion. Le 22 février, brutalement, les ouvriers du chantier. Pendant sept semaines, malgré des interventions du Comité de grève, aucun résultat. Malgré plusieurs tentatives, aucun des ouvriers ne recommanda. Vers le 17 avril, reprise du travail avec une cinquantaine d'éléments étrangers au chantier, 350 C.R.S. occupent le chantier. Les listes de travail exigées, les ouvriers, très, sont embauchés par convocation, chose encore jamais vue dans le bâtiment. 180 ouvriers acceptent de travailler sous la protection des C.R.S. Les gens qui rouspèrent sont chassés immédiatement. Les délégués du Comité de grève sont poursuivis pour entraves à la liberté de travail. Il faudra absolument adopter de nouvelles méthodes de lutte; sans cela, il n'en serait fini des libertés acquises après tant d'années. Qu'en pensent les organisations syndicales?

Chez les enseignants de la Seine

Jeudi 18 mai, une conférence rassemblait 50 enseignants invités par le S.E.R.P. (section parisienne de la Fédération autonome de l'Éducation Nationale). Claude Bourdier et Louis Dalmas y exposèrent les conclusions de leur voyage en Yougoslavie. Dalmas souligna l'importance représentative pour le mouvement ouvrier la lutte du peuple yougoslave. Une discussion animée suivit les exposés prouvant que l'intérêt que portent les camarades de l'enseignement aux événements de Yougoslavie.

La Commission des jeunes du S.E.R.P. organise une brigade de jeunes qui partiront en Yougoslavie cet été. Un appel a été fait au cours de la discussion pour que la Fédération de l'Éducation Nationale constitue une délégation de toutes les tendances du syndicat, délégation qui ira vérifier sur place la valeur des accusations formulées par le Kominform.

Il faut noter que 15 jeunes stalinistes passèrent leur après-midi dans le parloir, ne se décidèrent ni à écouter ni à apporter leur point de vue sur la question.

A MONTPELLIER Front unique contre les gaullistes

La racaille gaulliste prétendait, dimanche 30 avril, déchirer les journaux d'un militant du P.C.F. qui vendait à la criée, l'opposition aux fascistes par des mois d'ordre anti-gaullistes. Mais l'unité conjuguée de ses camarades et de deux militants trotskystes diffusant la Vérité qu'ils mènent plus loin a contraint le R.P.F. à fuir. Les journaux gaullistes ont flambé au milieu de la rue de la Loge, et des mots d'ordre anticantistes ont été lancés pendant plus d'une heure devant le local du R.P.F.

Répondre aux provocations gaullistes, c'est bien; mais pousser l'attaque serait mieux. La presse proutte des néo-fascistes doit être boycottée; seule l'action avec des travailleurs de toutes tendances peut rendre cela possible. Il n'y a pas de temps à perdre pour stopper les bandes armées des voyous du R.P.F. Aujourd'hui ce n'est qu'un poing américain, demain ce sera la mitrailleuse... POUPLARD.

A LA BOURSE

Le patronat de la Bourse, pour continuer à distribuer un salaire de famine à son personnel (14.000 fr. de base), vient de former une Amicale des commis principaux. Dans cette profession, est commis principal tout employé teneur de carnet; le commis principal est à 190 et 210 points alors que le simple commis est à 170 points; autant dire que c'est la moitié du personnel qui se trouve être cette « élite ». L'affaire s'est faite doucement jusqu'au moment où une Assemblée générale fut convoquée et le fondateur de cette Amicale proposa sa transformation en Syndicat, proposa l'adhésion du Syndicat à la Confédération générale des Cadres. Alors les Syndicats F.O. et surtout C.G.T. ont commencé à se remuer, et « L'Echo de la Bourse », organe C.G.T., dénonce à juste titre cette manœuvre de division. Mais s'il montre clairement que l'intérêt des commis principaux est de rester liés à leurs autres camarades, il était aussi sa

De la division à la corruption

polémique sur le soutien de la hiérarchie et il arrive à cette conclusion stupéfiante qui est: « que si la hiérarchie dans les banques s'est trouvée écosée (ce qui est faux), c'est justement parce que les cadres sont séparés des employés par l'existence d'un Syndicat C.G.C. » La question devrait être posée autrement: les commis principaux ne sont pas des cadres, mais des employés spécialisés; ils se trouveraient à la C.G.C. avec les fonds de pouvoir qui gagnent 65.000 francs par mois, eux qui n'en gagnent que 20.000, et ainsi toute demande hiérarchisée qu'ils feraient n'aurait aucune portée. Quand ce ne sera pas aux adjoints du patron (tout fondé de pouvoir étant actionnaire).

Sois un correspondant de « LA VERITE »

Le valet du patron, Président de cette nouvelle organisation, a laissé entendre tous les avantages que fournissait ce Syndicat nos patrons sont pauvres, ils ne peuvent pas nous augmenter, mais ce qu'ils peuvent faire pour nous, commis principaux, c'est de nous laisser les mains plus libres. Tirons la conclusion pour lui: « Nous passons un marché avec les patrons, ils nous laissent exploiter tous les vices de la profession et nous, nous les laissons surexploiter la moitié de nos camarades. »

Mais nous vous arracherons votre masque. Tous les employés doivent et peuvent avoir un salaire décent sans avoir recours à des expédients.

Vive la solidarité de tous les employés! Le Groupe « Unité Syndicale » Bourse.

NANTES Manifestation pour les 50°/o

Le samedi 20 mai a eu lieu à Nantes une manifestation pour les 50 %. Le cortège n'était composé que d'une centaine de jeunes contre plusieurs centaines. Un barrage de flics en plein centre de la ville fut attaqué délibérément les éléments de tête qui furent immédiatement emmenés au Commissariat. La manifestation cependant continua jusqu'à la Préfecture où tous les flics disponibles (presque autant que de manifestations) attendaient. Il y eut 4 ou 5 blessés dont un très grièvement.

Une délégation fut reçue par le Préfet qui dit en substance: « C'est étonnant, j'étais à ma fenêtre et je n'ai rien vu. » Comment s'explique l'échec et la répression de la manifestation? 13 organisations de jeunes sur les 33 qui avaient été convoquées l'année dernière, n'ont pas été convoquées cette année par le Comité, constitué et dirigé cette fois-ci par l'U.J.R.F. Parmi les organisations non convoquées, il y avait le M.R.J., les J.S., la F.S.G.T., etc... Les Auberges (C.L.A.J.-P.A.) n'ont été averties que trois jours avant, elles n'avaient donc aucune possibilité de préparation et d'organisation. Voilà un exemple d'échec d'une manifestation à cause de sa préparation bureaucratique entre dirigeants et où la démocratie n'était pas respectée.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Au sommaire du numéro de mars-avril: L'ÉLECTIONS ANGLAISES. L'Évolution du P.S.U., par Pierre FRANK. Diplomatie et guerre au Viet-Nam, par FAVRE. Causes et perspectives de la crise du stalinisme, par M. PABLO. « Chasse aux sorcières » au pays du dollar. Deux ans de Démocratie populaire en Tchécoslovaquie, par P. POSEL. Le numéro: 60 francs.

Entre bons patriotes

Depuis le procès qui s'était terminé sur la condamnation du chef de l'État de Vichy, « Le Monde », dans un numéro de la décision du tribunal, ne déignait plus la condamnation que comme « l'ex-maréchal Pétain ». Mais, dans l'article traitant de la demande en révision présentée ces jours-ci, il n'était question que du « maréchal Pétain ». Avec tout le respect dû par un bon patriote à un si grand Français.

Alors, on n'a respecté plus qu'à « Monde » la chose jugée? Tous les principes font le camp.

Les travailleurs coloniaux en France

A Dunkerque 102 travailleurs viet-namiens du camp O. N. C. O. R. à Dunkerque, réunis en meeting le 23 avril 1950, en présence et sous les auspices du délégué de la section syndicale.

— que les conditions du contrat signé entre les travailleurs viet-namiens et la Direction des travailleurs indochinois sont exécutées d'une manière contrainte et que leurs intérêts légitimes restent toujours nuls. De plus on a fait une démission de la prime d'indemnité à laquelle ils ont droit, 130 francs par jour et par homme. Au moment où ils ont réclamé leurs droits légitimes, alors ils se sont dirigés par force sur des camps de concentration au Viet-Nam.

Devant cette manœuvre réactionnaire, unanimement ils exigent: — que la D.T.I. leur fasse donner toute satisfaction pour leurs intérêts légitimes avant le départ pour leur pays.

En luttant au côté des Travailleurs du Monde, ils dénoncent les méthodes de la D.T.I. qui cherche tous les moyens possibles pour s'emparer de leurs intérêts légitimes; — que la D.T.I. n'emploie plus les C.R.S. pour les accompagner jusqu'au port d'embarquement.

Ils déclarent solennellement leur intention de collaborer avec les travailleurs français pour épurer tous ceux qui les ont trompés et exploités.

Fait à Dunkerque, le 23 avril 1950. Signé: Le Président de Séance.

Les Nord-Africains

Pauvre Nord-Africain, toi qui travailles pendant toute une année, du lever du soleil au coucher à raison de 20 heures par jour, pour alimenter le budget. Si tu empruntes 15.000 francs à l'État, et prends une fois ton billet à destination de Paris, une fois arrivé tu viendras lire une affiche collée au mur du foyer musulman à Gennevilliers où il est dit que les Nord-Africains ne doivent venir en France qu'avec un contrat de travail. Ses gens ayant une qualification professionnelle peuvent espérer être embauchés. Quant aux manœuvres, il n'est et pas question. Ce qu'on peut trouver en France, la maledic, la misère et la séparation de son propre pays, et on n'a laissé en Algérie que la misère au foyer, la torture et l'inhumanité de la police de Naegelen.

Le 1^{er} Mai à Lyon et à St-Etienne

A Saint-Etienne, le 1^{er} mai, les bonzes locaux de la C.G.T. et du P.C.F. ont refusé la participation à l'« 1^{er} Mai Nord-Africain ». A Lyon, ils se sont mis à faire hurler les haut-parleurs au moment précis où arrivait sur la place, où se terminait le défilé, les centaines de Nord-Africains qui constituaient à eux seuls 50 % du défilé et clamaient leurs mots d'ordre d'indépendance de l'Algérie et de Messali au pouvoir.

1^{er} Mai à Belgrade

(Suite de la première page) gnie, mais il est lié au parti, et à la classe ouvrière. C'est le dirigeant, mais non la vertu suprême. Il y a quelque chose qui change de la déification de Staline, qui sait tout, connaît tout et ne peut jamais se tromper. De même, les trois principaux portraits sont ceux de Marx, Lénine et Engels. Tous les membres du B.P. sont placés sur le même plan.

Les fêtes populaires sont caractéristiques. Officiers et soldats qui déclarent la mobilisation fraternellement mêlés. Plus de rapports hiérarchiques, mais des relations de partisans de copains. Pendant tout notre voyage, nous avons été frappés par cet aspect démocratique des rapports entre directeurs et ouvriers, entre fonctionnaires du régime et travailleurs.

Ainsi dans une Maison de Repos des syndicats, les femmes chargées du service discutent fraternellement avec les responsables syndicaux, s'asseyaient à la table où djeunait notre délégation. Aucune servilité, mais seulement des hommes et femmes ayant des fonctions sociales différentes, et participant au même but: la construction d'une société socialiste.

Notre témoignage est forcément incomplet, nous n'avons pas pu tout voir, les syndicats yougoslaves nous ont demandé de rester plus longtemps pour poursuivre notre enquête.

Nous avons principalement cherché à voir un aspect de la réalité yougoslave: la place de la classe ouvrière dans le régime.

Toute la délégation est unanime sur un point: malgré les différences de formation et d'origine politiques, le Kominform colonie honteusement la Yougoslavie.

Dans ce pays un immense effort reste à faire pour résoudre les problèmes sur le plan de la démocratie ouvrière. Oui, il y a encore bien des faiblesses. Mais, personnellement, j'estime que j'ai vu en Yougoslavie une dictature du prolétariat, dirigée par un Parti qui veut passivement combattre la bureaucratie et imposer la démocratie ouvrière. Et c'est suffisant pour que l'avant-garde et le prolétariat français défendent contre le Kremlin la Yougoslavie socialiste.